
RECYCLER ET BLANCHIR SANS RENDRE COMPTE

Amina Kadi

On parle en Algérie de la nécessité de résolution du conflit qui secoue l'Algérie. Quelles sont selon vous la nature et les origines de ce conflit ?

Le conflit qui a secoué l'Algérie est d'ordre strictement politique. C'est le même problème qui sévit dans tout le monde arabe. Ceux qui tiennent les rênes du pouvoir ou des pouvoirs dans ces régions ne sont en rien représentatifs des tendances politiques des sociétés en question. Il y a fondamentalement un problème de démocratie. En Algérie, une minorité militaire s'est accaparée les pouvoirs et par conséquent les richesses du pays depuis l'indépendance. La violence s'est installée lorsque cette minorité militaire a arrêté le processus électoral en 1991 et a engagé le pays dans une guerre fratricide, sanguinaire qui n'a malheureusement pas encore livré tous ses secrets. La responsabilité des uns et des autres reste à déterminer. Ceux qui ont planifié les assassinats, les arrestations, la torture sont toujours là comme si de rien n'était.

Il est important de clarifier certains concepts. Que signifie pour vous la notion de réconciliation nationale ? La voyez-vous comme un processus, un résultat final ou les deux à la fois ? Quels sont les critères qui permettent de distinguer un vrai processus de réconciliation d'un faux ?

La réconciliation nationale tel que promue par le président Bouteflika n'est qu'un leurre dont le but est de laver totalement les planificateurs de la tragédie nationale de leurs crimes. Elle est destinée à les blanchir et à les soustraire à la justice internationale. Je ne sais pas quel en sera l'impact sur le plan du droit international, mais je suppose qu'elle rendra plus difficile les poursuites judiciaires contre ces personnes qui ont mené le pays vers une violence interne inouïe. Je ne suis pas du tout contre la réconciliation nationale en tant que principe ; cela peut être une voie obligée pour qu'un peuple divorce avec la guerre et la violence politique et qu'il puisse se refonder sur des bases saines bannissant à jamais le recours à la violence lorsque les intérêts des uns et des autres divergent. Je suis contre la méthode proposée par le système qui a décrété la guerre quand il en a eu besoin, et qui aujourd'hui décrète la paix et la réconciliation

nationale pour s'auto-amnistier. Il n'a plus besoin de la guerre et toute l'opération vise à le recycler comme si rien ne s'était passé. Où est la pédagogie et la morale dans tout cela ? Comment prévenir le recours à la violence à l'avenir si le même système perdure sans avoir de comptes à rendre à la nation qu'il a entraînée dans une guerre parmi les plus meurtrières du siècle passé ?

La réconciliation doit être l'aboutissement d'un processus sérieux de recherche de vérité, de détermination des responsabilités, de désignation de tous les criminels sans exclusion, de lumière sur tous les crimes commis. Je suis pour un processus de réconciliation nationale à la manière de l'Afrique du Sud et je crois que ceux qui ont planifié la tragédie nationale ne peuvent pas être juges et parties à la fois.

D'après vous, qu'évoque la notion de « réconciliation nationale » pour le citoyen algérien ?

Il faut poser la question aux citoyens algériens. Je n'ai pas le droit de répondre à leur place. J'ai une sainte horreur de ceux et celles qui parlent au nom de millions de citoyens. C'est le propre des despotes et des dictateurs que de parler au nom des autres, sans aucune représentativité. Il y a des outils modernes de mesure des opinions. Il faut espérer que ces outils se mettront un jour en place et puissent nous permettre d'avoir les tendances qui traversent la société sur telle ou telle question.

Que peut évoquer la « réconciliation nationale » dans l'esprit des tenants du pouvoir algérien ?

Se recycler et se blanchir, sans rendre compte à personne.

Que peut signifier la « réconciliation nationale » pour ceux et celles qui ont payé un lourd tribut suite au putsch de 1992 et à la répression qui s'en est suivie, et qui revendiquent le droit à la vérité et la justice ?

Je vous donne la même réponse que pour la question 3. Il faut constituer un échantillon représentatif et crédible, mener un travail sérieux de sondage pour avoir les tendances qui traversent les victimes de la tragédie nationale. J'ai observé en côtoyant les familles de disparus une variété et une diversité dans les positions. Mais en aucun cas, je ne peux prétendre avoir recueilli les avis de 300 personnes par exemple. C'est pour cela que je préfère répondre pour moi et non à la place des autres. Je suis comme vous désireuse de connaître les tendances qui traversent la société de façon générale, et les victimes en particulier. On pourra à ce moment faire une partition des diverses opinions et dire que telle tendance existe à tel pourcentage et telle autre à tel autre pourcentage.

Pourquoi, selon vous, certaines organisations dont les membres s'estiment victimes de ce qu'ils appellent « la violence islamiste » s'opposent à la « réconciliation nationale » ? Considérez-vous que cette frange de la population constitue la majorité des victimes du conflit algérien ? Ne pensez-vous pas qu'elles devraient s'allier dans leur quête de vérité et de justice avec d'autres organisations qui poursuivent les mêmes buts ?

J'avoue que je n'ai pas eu beaucoup de contacts avec ces organisations. Vu leurs positions dans le passé, je les ai toujours considérées comme étant des porte-voix du régime et de cette minorité militaire qui a mis le pays à feu et à sang. Certaines de ces organisations prônaient la politique de l'éradication. Je vois mal comment elles peuvent faire des alliances avec les organisations qui ont été victimes de cette politique. Par contre, je trouve qu'elles ont parfaitement raison de vouloir la vérité pour obtenir justice et réparation. Je soutiens cette quête mais je ne me vois pas en train de m'allier avec ces organisations dont certaines ont joué un rôle néfaste dans la tragédie.

Pour votre avant-dernière question, je considère que c'est la population qui avait soutenu et voté FIS qui a été le plus victime de la guerre. Elle a payé au prix fort son soutien à un parti honni par les décideurs. Les disparus font partie de cette catégorie (et ils sont estimés à plus de 10000), les massacres ont été commis dans les endroits où la population avait soutenu le FIS (et cela n'est un secret pour personne), la torture a été pratiquée contre les partisans de ce parti, etc.

Bouteflika, la classe politique et les médias algériens parlent de « réconciliation nationale » en termes de loi sur l'amnistie générale (instrument légal) et de référendum pour la légitimer (instrument politique). La même

démarche a été adoptée pour ladite « concorde civile ». Ces deux instruments, légal et politique, peuvent-ils à votre avis conduire à une véritable réconciliation nationale ? Pourquoi (justifier vos affirmations) ? Sinon quelles autres mesures politiques devraient, selon vous, accompagner la loi d'amnistie générale pour rendre crédible la démarche de réconciliation nationale ?

J'ai déjà expliqué ma position sur cette question (voir Q2). Il y a des attitudes qui me font rire. Trouvez-vous que cela a du sens de parler de la position des médias ? Ces derniers avaient bien prôné l'éradication au moment où les décideurs le leur avaient demandé. Aujourd'hui, ils parlent de réconciliation puisqu'on le leur a aussi demandé. On parlera de médias le jour où des médias indépendants existeront. A ce moment, il sera intéressant de regarder les différents courants et les idées qu'ils promeuvent. Pour l'instant, nous avons une presse aux ordres qui ne reflète pas la diversité des opinions en Algérie.

Je ne vois qu'une seule mesure : que ceux qui ont mené le pays à la tragédie nationale laissent le pouvoir ! A ce moment, il faut refonder tout le système politique et mettre en place un processus qui mène à la réconciliation nationale. Cela n'a pas de sens de faire dans la réconciliation et dans l'amnistie en gardant les planificateurs de la tragédie dans les mêmes postes de responsabilité. C'est une véritable mascarade. Je suis curieuse de savoir la proportion de la population qui s'intéresse encore à la politique de cette façon.

Depuis l'indépendance, mais particulièrement durant la décennie dernière, une partie de l'opposition a dénoncé la mainmise des militaires sur l'Etat, sur la gouvernance du pays, sur la société et sur les richesses nationales comme cause principale de tous les dysfonctionnements et de l'impasse nationale. Or, depuis la seconde ré-élection de Bouteflika et la démission du général Mohamed Lamari, on observe un recul de ce discours. Ce recul reflète-t-il un changement réel dans la nature du régime ? Sinon, peut-il y avoir dans ces conditions une véritable réconciliation nationale ?

Non, je ne crois pas du tout à un changement réel du régime. Au contraire, il s'agit de continuité sous les apparences du changement. Je pense que c'est la neutralisation de tous les contre-pouvoirs qui fait qu'on entend moins parler de l'accaparement du pouvoir par les militaires. La politique de Bouteflika a réussi à saborder l'ensemble de l'opposition. Aujourd'hui, on n'entend presque plus cette dernière. Où est le FFS par exemple ? Je crains que ce qui est programmé soit un retour déguisé au parti

unique, à la pensée unique. Les partis qui n'ont pas été domestiqués sont tout simplement laminés et explosés.

Il est d'usage dans les processus de réconciliation récents qu'une panoplie d'instruments soient conjugués : excuses officielles, commission de vérité, procès publics, réparations, amnistie, etc. Or dans notre pays l'amnistie générale est présentée comme la panacée. Pensez-vous que l'on puisse faire la paix en Algérie en occultant les devoirs de justice et de vérité, partiellement pris en charge par les autres instruments ?

Le pouvoir pourra obtenir la paix. Mais elle sera basée sur l'oubli, et non sur la vérité et la justice. Dans les pays arabes et musulmans, c'est mon opinion et je peux avoir tort, nous n'avons pas de tradition de lutte contre l'oubli. Nous avons une forte tradition du pardon, inspiré de l'Islam. Quand je reviens en Algérie et j'y reviens souvent, j'observe que la préoccupation première de la population est l'instant présent. Comment s'assurer une vie décente est primordiale par rapport à ce qui s'est passé. J'observe ces faits y compris chez ceux qui ont payé un lourd tribut à la guerre. Je pense que le pouvoir le sait et il joue sur cette caractéristique.

Différentes formes d'amnistie ont été appliquées dans les situations de conflit au plan international. Dans certains cas, l'amnistie a été partielle dans le sens où certains crimes contre l'humanité ont été exclus de son champ d'application. Dans d'autres situations, l'amnistie a été conditionnée par la reconnaissance publique des crimes (par exemple en Afrique du Sud). En Algérie, il semble qu'on ait affaire à une amnistie générale inconditionnelle. Qu'en pensez-vous ?

Tout à fait. Moi, je suis pour une solution à l'Afrique du Sud.

L'amnistie est un acte par lequel le pouvoir amnistiant efface les crimes sur un plan légal. Ceci présuppose l'indépendance et l'innocence du pouvoir amnistiant vis-à-vis des crimes amnistiés, à défaut de quoi il s'agirait d'une auto-amnistie. Craignez-vous que ce qui se prépare en Algérie ne soit en fait qu'une auto-amnistie ?

C'est déjà le cas.

La communauté internationale s'oppose à l'amnistie qui consacrerait l'impunité dans divers

conflits. Pensez-vous que cette communauté aura la même attitude dans le cas algérien ?

Il faut préciser de quelle communauté internationale on parle. Si on parle des organisations non gouvernementales de défense des droits de l'Homme, celles-ci ne peuvent se déjuger en adoptant des attitudes différentes pour des situations similaires. Si vous me parlez de l'ONU, celle-ci n'a aucune crédibilité pour moi.

On voit depuis quelques années des parlements d'Amérique latine révoquer leurs lois d'auto-amnistie pour répondre aux besoins de justice qui n'ont cessé d'être revendiqués durant des décennies par les victimes des répressions des régimes militaires. De tels développements vous semblent-ils envisageables en Algérie ? Si oui sous quelles formes ?

Je crains que cela ne sera pas le cas. Je crains que l'oubli sera le plus fort pour les raisons culturelles que j'ai évoquées plus haut. Je crains que nous n'ayons pas suffisamment d'endurance pour des combats qui demandent du temps.